

**Séance ordinaire du  
mardi 15 octobre 2024**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Egalité et droits des femmes**

**Présents :**

Tasnine AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Serge MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

**Absents / Excusés :**

Christian ASSAF, Françoise BOUTET-WAISS, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER

**Observatoire des discriminations - Contrat de collaboration de recherche entre la  
Ville de Montpellier et l'Université Paul Valéry - Avenant n°3 - Approbation -  
Autorisation de signature**

Madame Fatma NAKIB, Adjointe au Maire, rapporte :

Le 30 novembre 2021 le Conseil municipal a autorisé par délibération n°V2021-383 la signature d'un contrat de collaboration de recherche entre la Ville de Montpellier et l'Université Paul-Valéry Montpellier III (UPVM3), portant sur la création d'un Observatoire des discriminations dont l'objet est l'étude des discriminations sur le territoire de la ville.

En effet, la Ville de Montpellier, très impliquée dans la lutte contre les discriminations (participation à la coalition des villes européennes contre le racisme (ECCAR) ; signature de la Charte « *Egalité contre le racisme* » portée par le Défenseur des Droits ; adhésion à la charte ANVITA ; adhésion au Rainbow Cities Network) a, depuis plusieurs années, mis en place un groupe de recherche action sur les discriminations, en collaboration avec l'UPVM3. Plusieurs séries de préconisations ont été émises et communiquées aux différentes institutions signataires du contrat de ville, et ont abouti à la création d'un Observatoire des discriminations sur le territoire de Montpellier.

La Ville de Montpellier et l'UPVM3 souhaitent poursuivre le travail engagé dans le cadre de cet Observatoire des discriminations. Dans cet objectif, les parties ont décidé de prolonger la durée de leur collaboration et donc du contrat de recherche.

Il est aujourd'hui proposé par avenant trois modifications à ce contrat :

- La modification de l'équipe des chercheurs impliqués dans le projet (MM. Philippe JORON et Matthijs GARDENIER du Laboratoire LEIRIS sont les responsables scientifiques de l'Observatoire ; M. Roman VAREILLES est le coordinateur des missions de recherche désigné par l'UPVM3) ;
- La modification de la date de fin du contrat jusqu'au 30 novembre 2025 ;
- La modification des modalités de participation de la Ville de Montpellier par l'attribution d'une participation financière, globale et forfaitaire de 31 862,88 € TTC à l'UPVM3 pour la période allant du 1<sup>er</sup> décembre 2024 au 30 novembre 2025.

Les autres dispositions du contrat initial demeurent inchangées.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les termes de l'avenant n°3 au contrat de collaboration de recherche entre la Ville de Montpellier et l'Université Paul Valéry Montpellier III ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

Mme Tasnime AKBARALY, Mme Clara GIMENEZ, Mme Stéphanie JANNIN, M. Bruno PATERNOT, Mme Agnès ROBIN.

**Fait à Montpellier, le 18 octobre 2024**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 25 octobre 2024**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avenant 3\_Observatoire des discriminations\_2024\_2025

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20241015-278765-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 24/10/24  
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de

justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Avenant n° 3**  
au CONTRAT DE COLLABORATION DE RECHERCHE 2021DRI00751  
Mise en place d'un Observatoire des discriminations sur le  
territoire de la Ville de Montpellier

ENTRE

**L'Université Paul-Valéry Montpellier 3**

Etablissement Public à caractère Scientifique Culturel et Professionnel (EPSCP), dont le siège est Route de Mende 34199 MONTPELLIER Cedex 5, SIREN : 193 410 891, code APE : 8542Z, représentée par Madame Anne FRAISSE en sa qualité de Présidente,  
Ci-après désignée par « UPVM »,

L'UPVM agissant tant en son nom que pour le compte du laboratoire LEIRIS, EA4584, dirigé par le Professeur Philippe JORON

Ci-après désigné le « Laboratoire »,

D'UNE PART,

ET

**La Ville de Montpellier**

Commune dont le siège est situé à l'Hôtel de Ville, 1 place Georges FRECHE, 34 267 Montpellier Cedex 2, représentée par M. Michaël DELAFOSSE, en sa qualité de Maire de la Ville de Montpellier, habilité par délibération du Conseil Municipal du 4 juillet 2020,  
Ci-après désignée la « Ville de Montpellier »,

D'AUTRE PART,

L'UPVM et la Ville de Montpellier sont individuellement désignés par la « Partie » et collectivement par les « Parties ».

**PREAMBULE**

La Ville de Montpellier, très impliquée dans la lutte contre les discriminations (adhésion à la coalition des villes européennes contre le racisme (ECCAR); signature de la Charte « Egalité contre le racisme » portée par le Défenseur des Droits ; adhésion à la charte ANVITA ; adhésion au Rainbow Cities Network) a, depuis plusieurs années, mis en place un Observatoire sur les discriminations subies sur son territoire en collaboration avec l'UPVM.

Ces recherches ont permis d'émettre des préconisations qui ont été communiquées aux différentes institutions signataires du contrat de ville.

La Ville de Montpellier et l'UPVM souhaitent poursuivre le travail engagé dans le

cadre de cet Observatoire des discriminations. Dans cet objectif, les Parties souhaitent poursuivre cette collaboration fructueuse et donc prolonger d'une année le contrat de recherche référencé 2021DRI00751, ci-après désigné par le « Contrat Initial ».

Ceci étant exposé, les Parties ont convenu ce qui suit :

## **ARTICLE 1 - Objet de l'Avenant**

Le présent Avenant n°3 a pour objet de prolonger l'étude menée dans le cadre du Contrat Initial et de modifier l'équipe des chercheurs impliqués dans le projet.

## **Article 2 : L'article 3 du Contrat Initial « SUIVI DE L'ETUDE » est modifié comme suit :**

Les PARTIES s'accordent sur un planning de réunions scientifiques de suivi. Ce planning sert de guide et pourra être adapté au fur et à mesure de la durée de collaboration. Ces réunions pourront avoir lieu chaque fois qu'une des PARTIES l'estimera nécessaire.

Mme Emmanuelle BOYER, Cheffe de projet Droit des femmes et Lutte contre les discriminations, Service de la Cohésion Sociale, assure le suivi technique du projet pour la Ville de Montpellier ;  
MM. Philippe JORON et Matthijs GARDENIER du Laboratoire LEIRIS (UPVM) sont les responsables scientifiques de l'Observatoire ;

M. Roman VAREILLES est le coordinateur des missions de recherche désigné par l'UPVM ; des stagiaires seront recrutés chaque année au sein du Master désigné à l'article 2.

Des réunions de travail entre le Laboratoire et la Ville de Montpellier auront lieu tous les mois.

Par ailleurs, le Laboratoire présentera à la Ville de Montpellier, deux rapports intermédiaires, faisant état de l'avancée des recherches.

Un rapport final de synthèse devra être rendu au plus tard le 15 novembre 2025 à la Ville de Montpellier (ou dans le mois précédant la résiliation anticipée du Contrat). Les rapports seront transmis par le coordinateur scientifique à sa correspondante à la Ville de Montpellier et le rapport final fera l'objet d'une présentation détaillée aux membres du COTECH de l'Observatoire des discriminations et aux élu.e.s de la Ville de Montpellier.

## **Article 3 - Modification de l'ARTICLE 8 DUREE**

L'ARTICLE 8 - DUREE du Contrat Initial est modifié comme suit :

« Nonobstant sa date de signature, le Contrat prend effet le 1er Décembre 2021 et prendra fin le 30 novembre 2025.

8.1 Il pourra être prorogé à la fin de cette période par un avenant qui précisera notamment l'objet de la prorogation ainsi que les modalités de son financement.

8.2 Nonobstant l'échéance du Contrat ou sa résiliation anticipée dans les cas prévus à l'article 9 (« Résiliation ») :

- les dispositions prévues à l'article 6 (« Secret I Publications ») restent en vigueur pour les durées prévues audit article. »

#### **Article 4 - Modification de l'Article 5 MODALITES DE PARTICIPATION DE LA VILLE DE MONTPELLIER du Contrat Initial**

L'Article 5 « MODALITES DE PARTICIPATION DE LA VILLE DE MONTPELLIER est modifié comme suit :

« En contrepartie des engagements pris par l'UPVM dans le cadre du Contrat Initial, et afin de d'approfondir les recherches menées dans le cadre de l'Observatoire, la Ville de Montpellier s'engage à verser une contribution financière à hauteur de **26 552,40** (vingt-six mille cinq cent cinquante-deux euros et quarante centimes) pour la période allant du 1er décembre 2024 au 30 novembre 2025 :

- Montant HT : 26 552,40 Euros
- TVA 20 % : 5310,48 Euros
- Montant TTC : 31 862,88 Euros

En cas de modification du taux de la TVA, il sera appliqué le taux en vigueur à la date de la facturation.

Cette somme sera versée par le service de la Cohésion Sociale de la Ville de Montpellier à l'UPVM, par virement sur le compte ouvert au nom de l'Agent Comptable de l'UPVM :

Code Banque : 10071

N° de compte : 00001003387 Cde guichet : 34000

Clé: 27

IBAN : FR76 1007 1340 0000 0010 0338 727

BIC: BDFEFRPP

De convention expresse, les PARTIES écartent toute faculté pour la Ville de Montpellier de procéder à la réduction de la somme détaillée en Annexe au motif que l'exécution de l'étude objet du Contrat Initial ne lui donnerait pas complète satisfaction, quelle qu'en soit la cause.

L'UPVM peut décider d'affecter une partie de la participation forfaitaire versée par la Ville de Montpellier à la rémunération de personnels non permanents. L'UPVM n'aura pas à fournir de bilan financier »

#### **Article 5 - AUTRES DISPOSITIONS**

Les autres dispositions du Contrat Initial demeurent inchangées.

Le présent Avenant n°3 est soumis aux lois et règlements français.

En cas de différend relatif à la validité, l'interprétation, à l'exécution ou à la résiliation de l'Avenant 3, les Parties s'obligent, préalablement à tout autre recours, à mettre en œuvre leurs meilleurs efforts afin de trouver une solution amiable. En cas de désaccord persistant, l'affaire sera portée devant les Tribunaux français compétents.

Fait en deux (2) exemplaires originaux, à Montpellier, le

Pour l'UPVM

Pour la Ville de Montpellier

Madame Anne FRAÏSSE  
Présidente de l'université

Monsieur Michaël DELAFOSSE  
Maire de la Ville de Montpellier

## Annexe Financière : Budget prévisionnel 2024-25



Intitulé du projet (Acronyme - Titre) :	Observatoire des discriminations
Cadre financier (programme, ref. AAP...) :	Convention Ville de Montpellier
Durée du projet (en mois) :	12
Unité de recherche porteuse :	LEIRIS
Identité du/de la porteur.se :	Matthijs Gardenier
Autres composantes impliquées (à lister) :	
Statut de l'UPVM :	
Etablissement coordinateur (le cas échéant) :	

Postes budgétaires	Description/détails	Coût unitaire	Nombre	Coût projet	Aide demandée	Auto-financement
<b>FUNCTIONNEMENT</b> -> frais de mission, frais d'organisation, consommables et petits matériels d'un montant < 8000HT, frais de publication, achats de prestations de services intellectuelles, etc.	stagiaires	630,00	3	1 890,00 €	1 890,00 €	- €
				- €	- €	- €
				- €	- €	- €
				- €	- €	- €
				- €	- €	- €
	<b>sous-total - Dépenses de Fonctionnement</b>			1 890,00 €	1 890,00 €	- €
				- €	- €	- €
				- €	- €	- €
	<b>sous-total - Dépenses d'Equipeement</b>			- €	- €	- €
<b>PERSONNELS RECRUTES</b> > Le temps de travail affecté au projet est exprimé dans la colonne "Nombre" en mois (= nombre de mois affecté au projet).	Chercheur 12 mois (50%) - Roman VAREILLES	1750,00	12	21 000,00 €	21 000,00 €	- €
				- €	- €	- €
				- €	- €	- €
	<b>sous-total - Recrutements</b>			21 000,00 €	21 000,00 €	- €
<b>PERSONNELS PERMANENTS</b> > Le temps de travail affecté au projet est exprimé dans la colonne "Nombre" en mois (= nombre de mois affecté au projet).	M. Gardenier MCF			- €	- €	- €
	M. Joron PU			- €	- €	- €
				- €	- €	- €
	<b>sous-total - Permanents</b>			- €	- €	- €
	<b>sous-total - Dépenses de Personnels</b>			21 000,00 €	21 000,00 €	- €
<b>Total coûts directs</b>				22 890,00 €	22 890,00 €	- €
<b>FRAIS DE GESTION (16%)</b>				3 662,40 €	3 662,40 €	- €
<b>TOTAL</b>				26 552,40 €	26 552,40 €	- €